

Journal du Lot

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi.

10 fr. par AN

HORS DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction et Administration
CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS
A. COUESLANT, Directeur.

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 34, et Place de la Bourse, n° 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

PUBLICITÉ

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.
RÉCLAMES — 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

L'INCORPORATION DES SERVICES AUXILIAIRES

Un des côtés les moins connus de la réforme de la loi sur le recrutement, dont l'importance n'a cependant échappé à personne, c'est l'incorporation des hommes classés aujourd'hui dans les services auxiliaires.

Il convient tout d'abord de préciser la situation actuelle.

Les hommes classés dans les services auxiliaires sous l'empire de la législation de 1889, peuvent se rattacher à trois catégories :

Il y a d'abord un certain nombre de malingres, des hommes dont la capacité thoracique n'est pas suffisamment développée; ce sont certainement plus ou moins des candidats à la tuberculose, et personne n'a jamais désiré qu'ils vinssent encombrer les casernes.

Une autre catégorie d'hommes, comprend des gens atteints d'infirmités plus ou moins répugnantes ou contagieuses qu'il n'y a pas lieu, certainement, d'incorporer non plus.

Mais il y a une troisième catégorie d'hommes atteints d'infirmités généralement légères ou même de simples imperfections qui n'altèrent nullement leur santé générale. Ceux-là ne sont classés dans les services auxiliaires que parce que ces infirmités ou ces imperfections les rendent impropres à certaines parties du service armé, et il est évidemment possible de les utiliser.

L'ensemble des hommes classés dans les services auxiliaires s'élevait dans ces dernières années, à 35.000; ce chiffre doit être certainement abaissé d'environ 2 500 à 3.000, par suite de la suppression du minimum de taille; il en reste donc encore 32.000 au moins. Pour les vingt-cinq classes soumises actuellement à la loi du recrutement, le nombre des hommes classés dans les services auxiliaires n'est pas inférieur à 650.000 et le nombre de ceux qu'on appelle à la mobilisation est extrêmement faible par rapport à la totalité, et n'atteint pas la sixième partie du total.

Sous la législation actuelle, les hommes des services auxiliaires n'étaient astreints à aucun service en temps de paix. Mais il ne faut pas croire qu'on n'ait jamais songé à les appeler sous les drapeaux.

Dès l'année 1893, le ministre de la guerre, préoccupé de l'accroissement singulier de forces que la loi votée récemment par le parlement allemand allait apporter à l'armée de nos voisins, fit étudier par le premier bureau de l'état-major de l'armée un projet d'incorporation d'un certain nombre d'hommes des services auxiliaires.

Des études très serrées et très minutieuses furent faites à cette époque. On constata d'après les statistiques de recrutement que sur les 35.000 hommes des services auxiliaires, une quinzaine de mille seulement pouvaient réellement faire du service actif en temps de paix. Ces 15.000 hommes devraient être encore diminués des

2.500 ou 3.000 qui n'étaient classés dans les services auxiliaires que parce qu'ils n'avaient pas la taille de 1 m. 54.

Le résultat des études faites fut un projet de loi élaboré vers la fin de l'année 1893, et en vertu duquel les hommes des services auxiliaires, réduits à 15.000 sous l'empire de nouvelles instructions qui devaient être adressées aux commandants des bureaux de recrutement, seraient incorporés pour un an. On estimait, en effet, qu'il n'y avait pas lieu de faire, dans cette catégorie, de distinction entre dispensés de l'article 21, dispensés de l'article 23, ou hommes soumis au service normal.

Ce projet de loi ne fut jamais déposé, mais il est bon de le signaler pour montrer que l'idée que l'on veut appliquer aujourd'hui n'est pas nouvelle et qu'elle a pris naissance dans un milieu essentiellement militaire.

La question apparaissait au Parlement, pour la première fois, deux ans plus tard, le 1^{er} mars 1895, la Chambre des députés votait une résolution invitant le Gouvernement à déposer avant la fin de l'année un projet de loi réglant toute la question des hommes des services auxiliaires, laissée un peu en suspens par la loi de 1889, et incorporant un certain nombre de ces hommes dans les conditions que le gouvernement pourrait prévoir.

Cette résolution ne fut encore suivie d'aucun effet, et c'est à l'honorable M. Rolland, auteur de la proposition actuelle, que revient l'honneur et le mérite d'avoir ressuscité la question des hommes des services auxiliaires.

Dans son désir de rendre à l'instruction le plus grand nombre possible d'hommes valides, M. Rolland ne craignait pas de prévoir l'incorporation de tous les hommes classés jusqu'ici dans les services auxiliaires.

Il en résultait évidemment un accroissement d'effectif considérable. M. Rolland indiquait d'ailleurs, dans son exposé des motifs, que ces hommes ne devraient recevoir aucune instruction et qu'ils seraient immédiatement envoyés aux bureaux, au magasin ou à l'atelier, où ils devraient accomplir leur service.

Sur ce dernier point l'accord s'est établi. Les hommes recevront une instruction de quelques jours et porteront l'arme dans leurs sorties. On évite ainsi de leur infliger une humiliation imméritée.

Quant au chiffre des incorporés, il sera approximativement déterminé chaque année par le ministre et les conseils de révision recevront des instructions leur permettant, par une sévérité plus ou moins grande de limiter la catégorie au strict minimum.

Ainsi ont été levées les difficultés très grossières par certains qui voulaient en faire une pierre d'achoppement pour la loi.

Cette incorporation s'imposait; elle sera un nouveau triomphe du principe égalitaire qui régit toute la loi.

A. Z.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 14 février 1903

Présidence de M. Etienne, vice-président. M. Flandin développe une motion tendant à ce que l'Etat prenne le monopole des jeux et crée de nouveaux impôts sur les cercles.

Cette motion est renvoyée à la commission de la réforme de l'impôt.

M. Lasies développe une motion tendant à l'incorporation dans la loi de finances, et avant les articles relatifs aux bouilleurs du principe de l'impôt sur le revenu.

M. Lacombe demande l'incorporation du principe de l'impôt sur le revenu dans le projet sur les quatre contributions directes.

M. Rouvier déclare repousser ces motions, car il se réserve de présenter quand il le faudra son projet d'impôt sur le revenu.

Après une discussion à laquelle prennent part MM. Rouvier, Lasies, Magniaudé, Lacombe et Jaurès, les deux motions sont renvoyées à la commission de législation fiscale.

La Chambre revient aux bouilleurs de cru. C'est l'article 17 qui est en discussion.

M. Laniel développe un amendement tendant à faire remplacer les dispositions des articles 17 et les suivants par d'autres dispositions ayant pour but de faire cesser la situation privilégiée dont jouissent en France les alcools nocifs d'industrie au détriment des alcools naturels de fruits.

Cet amendement est repoussé.

Le premier paragraphe de l'article 17 est adopté avec une addition présentée par M. Muiac.

M. Lauraine demande la disjonction du paragraphe 2; l'article 17 est voté.

La suite de la discussion est renvoyée au lundi.

Et la séance est levée.

Séance du 16 février 1903

Présidence de M. Guillaud, vice-président.

La Chambre reprend la discussion de la loi des finances. M. Gérald présente une disposition additionnelle ainsi conçue: Le paragraphe 1^{er} de l'article 5 de la loi du 29 décembre 1900 est supprimé. L'exercice des boissons est rétabli dans les conditions prévues par le paragraphe 2 dudit article de la loi précitée.

Par 492 voix contre 16 cet amendement est repoussé, après un intermède tragi-comique dû à M. Baudry-d'Asson.

La discussion de l'article 18 est abordée. M. Janet demande la disjonction de cet article ainsi que celle des articles 19 et 20.

Mais le renvoi du vote au lendemain est voté par 209 voix contre 197.

Et la séance est levée.

INFORMATIONS

Elections législatives du 15 février

CHARENTE-INFÉRIEURE

Arrondissement de Marennes

Inscrits : 17,317 — Votants : 12,561

MM. Torchut, avocat, radical.. 6.295 élu
Bisseuil, anti-ministériel.. 3.839 v.
Soucard, rép. prog..... 2.105
Chauvet, épicié, indép.. 152

Il s'agissait de remplacer M. Garnier, élu sénateur. Aux dernières élections législatives, M. Garnier, républicain ministériel, avait été réélu par 8,422 voix, contre 4,751 à M. Ernest Renault, nationaliste.

TARN-ET-GARONNE

Arrondissement de Moissac

Inscrits : 15,886 — Votants 11,577

Suffrages exprimés : 11,322

MM. Arnal, nationaliste..... 4.338 voix
Bergougnan, rép. min.. 3.639
Docteur Dupuy, rad.... 3.344

(Ballottage)

Il s'agissait de remplacer M. Chabré, radical, élu sénateur. M. Chabré avait été réélu aux élections générales de 1902 par

7,030 voix, contre 5,948 à M. Salers, républicain, et 40 à M. Trouvain, socialiste.

Election sénatoriale

Dimanche a eu lieu à Ajaccio une élection sénatoriale.

M. Ranc, radical a été élu par 501 voix contre 216 obtenues par M. Carbuccia, républicain.

Commission du budget

La commission du budget, sur le rapport spécial de M. Ruau, a adopté l'amendement de M. Empereur et de plusieurs de ses collègues tendant à autoriser un prélèvement supplémentaire, pouvant aller jusqu'à 1 0/0 sur la masse des sommes engagées au pari mutuel, là où le prélèvement ne dépasse pas actuellement 7 0/0.

Le produit de ce prélèvement supplémentaire serait affecté à subventionner dans les communes à faibles ressources budgétaires, des travaux d'assainissement, notamment ceux d'adduction d'eau potable.

Rendement des impôts

Le chiffre total du rendement des impôts indirects et monopoles de l'Etat pour le mois de janvier 1903 s'élève à la somme de 243,582,100 fr., accusant ainsi une plus-value de 4,848,000 fr. sur les évaluations budgétaires, et une augmentation de six millions, 237,600 fr. par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Bureaux de poste militaires

Le ministre de la guerre, annonce la France militaire, vient de prescrire d'étudier l'installation dans les casernes de bureaux de poste auxiliaires, qui fonctionneraient sous la double surveillance de l'autorité militaire et du service des postes et télégraphes; ils seraient tenus par des sous-officiers qui feraient les envois et les paiements de mandats, les chargements, etc., et distribueraient à leurs guichets les lettres adressées poste restante aux militaires. Les lettres portant une autre suscription continueraient à être distribuées par les vagues-mestres.

Rentes viagères

On se rappelle qu'au cours de la discussion de l'article 8 de la loi des finances, instituant un impôt de 4 0/0 sur les rentes viagères, la Chambre a renvoyé à la commission des assurances un amendement de M. Mirman ayant pour but d'édicter certaines mesures préventives contre les fraudes qui pourraient être commises par les compagnies ou sociétés d'assurances étrangères. L'accord s'est établi sur un texte transactionnel que la commission a adopté dans sa réunion d'aujourd'hui et qui constituera l'article 8 bis de la loi des finances.

Cet article imposera aux compagnies et sociétés l'obligation de tenir et présenter à toute réquisition un répertoire mentionnant tous les contrats de rentes viagères souscrits aux personnes domiciliées en France, quel que soit le lieu de souscription et le mode de paiement des arrérages. Des amendes de 2.000 à 20.000 francs frapperont la dissimulation de chaque contrat.

Les jugements par défaut

Le garde des sceaux vient d'adresser aux procureurs généraux une circulaire leur recommandant, dans les jugements par défaut, de ne pas appliquer la loi dans toute la sévérité avant d'avoir recherché les raisons de l'abstention du prévenu, car cette abstention

